

ANALYSE DE LA PRESSE

Mai 2015

1. **A la une: sommet de l'OTAN à Antalya**
2. **Dossier du mois : la campagne électorale en Turquie**
3. **Union Européenne**
4. **International**
5. **Turquie**
6. **Economie**
7. **Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Mai 2015)**



redefining / standards

MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : sommet de l'OTAN à Antalya

« Les chefs de la diplomatie des pays de l'Otan se sont réunis les 13 et 14 mai à Antalya (Turquie) "pour discuter de divers dossiers comme l'Afghanistan, la Russie ou encore la lutte contre l'Etat islamique. »
(FranceTV Info, 14/05/2015)

« L'OTAN et l'Union européenne vont travailler ensemble pour contrer les tactiques de "guerre hybride". Confrontées à la menace jihadiste et à une Russie, jugée péremptoire et plus agressive depuis la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée, l'Alliance atlantique doit s'adapter. Cyber-attaques, guerre de l'information et emploi de milices irrégulières, autant de nouvelles menaces qui nécessitent une évolution, comme l'a expliqué Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN : "Dans cet environnement sécuritaire plus dangereux, l'OTAN continuera de protéger et de défendre chaque allié contre toute menace. C'est pourquoi nous nous adaptons à un nouvel environnement en mettant en oeuvre le plus grand renforcement de notre défense collective depuis la fin de la guerre froide." L'OTAN a donc confirmé le renforcement de sa présence à l'Est, l'augmentation de la taille et de la vitesse de sa force de frappe. » (Euronews, Sandrine Delorme, APTN, AFP, 14/05/2015)



Photo: Réunion des ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN à Antalya, 14 mai 2015 (source: www.nato.int)

Le 12 mai « la Turquie [avait] appelé à une action déterminée des Etats membres de l'Otan contre la menace "significative" que pose le groupe Etat islamique à ses frontières. (...) "La Turquie est le seul Etat membre de l'Alliance à avoir des frontières avec Daesh", en Syrie et en Irak, a-t-il souligné [le ministre des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu], utilisant le terme arabe pour nommer l'EI. Et "Daesh à nos frontières n'est pas une situation tenable. Cela représente une menace significative pour nous", a ajouté Mevlut Cavusoglu lors d'une conférence de presse. Le ministre turc a salué le projet des Etats-Unis d'entraîner et équiper l'opposition syrienne, tout en estimant que "ce ne serait pas suffisant". "Nous devons prendre d'autres mesures", a-t-il déclaré, ajoutant que les frappes aériennes ne pouvaient non plus suffire. "Pour éradiquer le terrorisme, nous devons nous attaquer aux bases du terrorisme", a-t-il ajouté, sans en dire davantage. » (Le Figaro, AFP, 12/05/2015)

2. Dossier du mois : la campagne électorale en Turquie

Les élections législatives en Turquie auront lieu dimanche 7 juin.

L'enjeu pour le parti islamo-conservateur au pouvoir AKP (Parti pour la justice et le développement), est de rester en mesure de gouverner seul mais aussi d'avoir une majorité suffisante pour changer la Constitution afin de mettre en place un véritable régime présidentiel. Ce dernier est notamment le « projet personnel » du président Recep Tayyip Erdoğan, souligne l'économiste et politologue Ahmet Insel. (Libération, Marc Semo, Catherine Calvet, 26/05/2015)

Trois autres partis sont en lice: le kémaliste CHP (Parti républicain du peuple), l'extrême droite MHP (Parti d'action nationale) et le prokurde HDP (Parti démocratique des peuples). (Le Figaro, Samuel Forey, 31/05/2015)

HDP : acteur clé du scrutin

« La clé du scrutin, c'est en réalité le HDP (...) qui a engagé une stratégie d'élargissement de sa base électorale au reste de la Turquie, militant notamment pour les droits des autres minorités (Arméniens, Juifs, Roms, Alevites) et pour des réformes "sociétales" (plus de démocratie, plus de droits pour les homosexuels). » (La Tribune, Romaric Godin, 12/05/2015) « Ses détracteurs lui reprochent principalement

son engagement pro-kurde et sa trop grande proximité avec Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Alexandre De Grauwe-Joignon, 18/05/2015*)

« Le but du HDP est de franchir la barre des 10 % des suffrages exprimés qui, en Turquie, permet de participer à la répartition proportionnelle des sièges. » (*La Tribune, Romaric Godin, 12/05/2015*) « Un défi audacieux quand, lors des dernières élections parlementaires, les candidats du parti prokurde qui s'étaient présentés en indépendant avaient rassemblé à peine plus de 6 % des voix. Leur leader, Selahattin Demirtas, avait cependant remporté près de 10 % des suffrages à la présidentielle. » (*Le Figaro, Samuel Forey, 31/05/2015*)

« Les sondages attribuent [à HDP] entre 9 % et 12 % des suffrages, ce qui pourrait lui donner une soixantaine de députés. Or, si le HDP passe la barre des 10 %, l'AKP devra faire aussi bien que voici quatre ans (49,8 % des voix) pour espérer conserver la majorité absolue. » (*La Tribune, Romaric Godin, 12/05/2015*)

Les voix de l'AKP vont-elles baisser ? : scénarios de coalition

« Depuis treize ans au pouvoir, l'AKP, le mouvement islamo-conservateur turc et son leader charismatique, Recep Tayyip Erdogan, ont changé la Turquie, devenue une incontournable puissance régionale. Mais ce "modèle turc", combinant islam, démocratie et dynamisme économique a, peu à peu, fait place à un régime de plus en plus autoritaire et personnel. » (*Libération, Marc Semo, Catherine Calvet, 26/05/2015*)

Toutes les enquêtes d'opinion, malgré des chiffres différentes, montrent une baisse de voix de l'AKP. « Il existe en effet une possibilité que l'AKP n'atteigne pas cette majorité absolue » remarque Romaric Godin (*La Tribune, 12/05/2015*)

Le recul de l'AKP dans les sondages s'explique notamment « par un durcissement de sa pratique du pouvoir. (...) Comme le souligne un (...) diplomate, il existe "une tendance à la constitution d'une oligarchie économique proche du pouvoir, notamment par l'attribution des marchés publics." Or, l'AKP s'est imposé en 2002 sur le thème de la lutte contre la corruption et sur celui de l'abaissement du pouvoir de l'armée. "Nous sommes passés d'un autoritarisme militaire à un autoritarisme civil", note un journaliste turc d'opposition basé à Ankara. (*La Tribune, Romaric Godin, 12/05/2015*)

D'autre côté, « la base électorale de l'AKP est aussi religieuse que nationaliste. Dès que l'AKP avance dans les négociations avec le PKK, il perd des voix au profit de l'extrême droite » explique Ahmet Insel, économiste et politologue. (*Libération, Marc Semo, Catherine Calvet, 26/05/2015*)

« Si, l'AKP ne dispose pas de majorité absolue, la situation politique pourrait devenir délicate en Turquie. Pour l'AKP, qui a toujours gouverné seul, former une coalition sera une tâche ardue. Une alliance avec les kémalistes sociaux-démocrates du CHP (Parti républicain du peuple), le principal parti d'opposition, semble difficile à imaginer. Il ne restera alors que deux possibilités : les nationalistes du MHP, qui semblent devoir profiter de l'affaiblissement de l'AKP ou le HDP. Dans les deux cas, la coalition risque d'être instable. Celle avec le HDP peut surprendre, mais, souligne un diplomate étranger, "elle est souvent évoquée, car elle permettrait de trouver une issue au problème kurde." En échange, le HDP pourrait, moyennant des garanties, soutenir le projet présidentiel de Recep Tayyip Erdogan. Ce scénario paraît donc assez peu crédible. Quant à une alliance avec le MHP, la dernière solution pour l'AKP, elle marquerait un durcissement nationaliste du pays. Les relations entre les deux partis ne sont, du reste, pas bonnes, le MHP n'a de cesse de critiquer la censure médiatique que pratiquerait l'AKP et reste attaché à la laïcité de l'Etat. » (*La Tribune, Romaric Godin, 12/05/2015*)

L'opposition mise sur l'enjeu économique et social dans leur campagne

En 2002, l'AKP « avait été élu largement sur son programme économique. Treize ans plus tard, le ralentissement de la croissance, le chômage toujours élevé et les niveaux d'endettement inquiétants des ménages en font plutôt un handicap. » (*Les Echos, Reuters, 25/05/2015*)

« Sous l'AKP, la Turquie a bénéficié d'une forte croissance qui l'a installée durablement dans le club des 20 premières économies mondiales, avec un produit intérieur brut (PIB) de plus de 800 milliards de dollars (728 milliards d'euros) en 2013. De 3.600 dollars en 2002, juste devant celui de la Guinée équatoriale, le PIB par habitant a triplé pour atteindre 11.000 dollars en 2013, supérieur à celui de la Malaisie. Mais le taux de croissance a ralenti à 2,9% l'an dernier, contre plus de 4% en 2013, révélant les faiblesses d'une économie trop dépendante de la construction, de la consommation privée et de l'endettement des ménages. » (*Les Echos, Reuters, 25/05/2015*)

« "L'économie turque est un peu dans une bulle. Elle vit de l'afflux de capitaux étrangers qui a permis aux ménages d'emprunter et de consommer", explique Halil Karaveli, l'un des responsables du magazine et site en ligne The Turkey Analyst. » (*Les Echos, Reuters, 25/05/2015*)

« "Le taux d'épargne en Turquie est extrêmement bas, rendant le pays tributaire de capitaux étrangers. Cet afflux a soutenu la consommation et le boom de la construction." Le déficit des comptes courants, supérieur à 5% du PIB l'an dernier, reste élevé, tout comme l'endettement des ménages. Au cours de la décennie écoulée, le crédit à la consommation a été multiplié par 11. La dette libellée en dollars représente pratiquement 30% du PIB, avec pour conséquence d'augmenter les coûts de financement quand la livre turque s'effondre comme cela a été le cas cette année. La situation économique devient du coup un argument de campagne pour le Parti républicain du peuple (CHP, laïque), la principale formation de l'opposition. » (*Les Echos, Reuters, 25/05/2015*)

« "Jusqu'à cette élection, l'opposition ne mettait pas l'accent sur l'économie car c'était considéré comme un atout du parti au pouvoir. Mais les choses ont changé et l'AKP n'est plus en position de force sur ce sujet", constate Sinan Ulgen, président du Centre d'études pour l'économie et la politique étrangère à Istanbul. » (*Les Echos, Reuters, 25/05/2015*)

Le chef du principal parti de l'opposition CHP, Kemal Kılıçdaroglu « a fait des questions économiques la priorité du programme de campagne du CHP, dénonçant un accroissement des inégalités sociales et promettant une hausse des retraites alors que les observateurs évoquent la fin du "miracle économique turc". » (*AFP, 21/05/2015*) « Le CHP demande la suppression de l'impôt sur le revenu sur le salaire minimum et la création d'une commission de contrôle des dépenses budgétaires. » (*Les Echos, Reuters, 25/05/2015*)

Kılıçdaroglu a annoncé le 21 mai son "projet du siècle" concernant la construction d'« une nouvelle "mégacité" en Anatolie pour relancer l'économie et créer des millions d'emplois s'il arrivait au pouvoir à l'issue des élections législatives du 7 juin. "Nous allons bâtir une mégacité en Anatolie qui créera 2,2 millions d'emplois d'ici 2035 (...) Un projet qui donnera un grand élan à l'économie de la Turquie et fera de notre pays un acteur économique incontournable dans la région", a expliqué Kemal Kılıçdaroglu (...). Le chef de file de l'opposition parlementaire a affirmé que cette agglomération géante d'une population de 3 millions d'habitants, (...) qui serait située à l'est de la capitale Ankara, serait opérationnelle à partir de 2020, aurait ses propres lois et un minimum de bureaucratie. Elle deviendra un "centre économique global et de recherches scientifiques", située au carrefour des routes de commerce entre l'Europe et l'Asie, a-t-il expliqué. Pour réaliser ce projet et ses infrastructures, 200 milliards de dollars d'investissements turcs et étrangers seront nécessaires au cours des vingt prochaines années, a affirmé M. Kılıçdaroglu. (*Le Figaro, AFP, 21/05/2015*)

« Pour Selin Sayek Boke, la vice-présidente du CHP, la chute de la livre cette année reflète la mauvaise gestion économique du pouvoir. "Les pays qui marchent bien, qui sont bien dirigés et qui font des réformes

tournées vers l'avenir ne sont pas punis de la sorte", a-t-elle dit à Reuters. » (*Les Echos, Reuters, 25/05/2015*)

Le parti « propose par exemple un salaire minimum de 1.500 TL (contre un peu moins de 1.000 TL actuellement). » Un objectif difficile à atteindre, selon Seyfettin Gürsel, économiste, professeur à l'université de Bahçeşehir d'Istanbul et directeur du Centre de recherches économiques et sociales (BETAM). D'après lui, « une augmentation de 70% du salaire minimum en proposant de supprimer l'impôt sur ce salaire minimum pour que cela ne représente pas un poids sur les entreprises » ne semble pas réalisable « dans un pays comme la Turquie où il y a des différences de développement économique énormes entre les régions. » (*Lepetitjournal.com/istanbul, Anne Andlauer, 21/05/2015*)

De son côté, MHP « concentre ses attaques sur une économie qui ralentit et une inflation qui grimpe. » (*Le Figaro, Samuel Forey, 31/05/2015*)

Du point de vue des investisseurs étrangers

« Ces élections sont observées avec nervosité par les investisseurs internationaux ce qui se traduit dans la chute de la livre turque face au dollar depuis décembre dernier. Il fallait encore début décembre 2,21 livres pour un dollar, il en faut actuellement 2,70 livres, soit un recul de 21 %.» Les investisseurs se craignent du retour de l'instabilité politique, principalement. (*La Tribune, Romaric Godin, 12/05/2015*) « Les investisseurs s'attendent à ce que l'AKP, le Parti de la justice et du développement, remporte juste assez de sièges pour rester seul au pouvoir. » (*Les Echos, Reuters, 25/05/2015*)

« Au-delà du résultat du scrutin, les investisseurs étrangers attendent de voir ce que deviendra le vice-Premier ministre Ali Babacan, artisan de la politique économique de l'AKP pendant la majeure partie de ces 13 dernières années. A 48 ans, Ali Babacan ne peut se représenter du fait du règlement du parti qui limite à trois le nombre de mandats parlementaires. Deux hauts responsables ont indiqué à Reuters à Ankara qu'il conserverait au moins un rôle consultatif auprès du Premier ministre Ahmet Davutoglu si l'AKP forme le prochain gouvernement. "Il ne fait absolument aucun doute que Babacan fera partie de l'équipe économique. Son titre n'a pas encore été arrêté, mais il travaillera étroitement avec Davutoglu soit comme conseiller principal chargé de l'économie soit dans un autre rôle", a dit l'un d'entre eux. Mehmet Simsek, l'actuel ministre des Finances, devrait également rester au gouvernement que pourrait rejoindre par ailleurs Ibrahim Turhan, ancien vice-gouverneur de la banque centrale et ex-président de la Bourse d'Istanbul. (...) Conserver Babacan et Simsek au gouvernement serait bien vu des investisseurs étrangers et constituerait un élément positif pour la devise, au moins à court terme, d'après Vedat Mizrahi (Unlu & Co). » (*Les Echos, Reuters, 25/05/2015*)

Impartialité du président Erdoğan mise en cause

« Le 3 avril (2015), Atilla Kart, un député CHP (Parti républicain du peuple) de la province de Konya, a introduit une requête individuelle (...) auprès de la Cour constitutionnelle » soutenant que le président Erdogan violerait l'article 67 de la Constitution relatif aux droits de vote, d'être élu, et de s'engager dans une activité politique. « Il a en outre appelé la Cour à prendre des mesures d'urgences pour s'assurer que l'actuel président n'interfère pas davantage dans le processus électoral en mobilisant ses pouvoirs présidentiels à des fins de promotion de son parti à l'échelle nationale via des meetings aux quatre coins du pays. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Alexandre De Grauwe-Joignon, 07/05/2015*)

« Un autre parti d'opposition (a saisi) une autre institution pour la même raison et avec le même résultat. Le HDP (Parti démocratique des peuples) a porté plainte auprès du Conseil électoral suprême (YSK) toujours à propos du comportement de l'actuel président : il ne ferait pas preuve de l'objectivité présidentielle et se comporterait comme le chef du parti au pouvoir en tenant des meetings, en contradiction avec son serment de neutralité. Le Parti lui reproche également d'« exploiter les fonds publics, en d'autres termes l'argent de notre peuple », de « participer à des cérémonies et de tenir des meetings », et de « faire des déclarations contre le co-président du HDP, Selahattin Demirtaş, et d'autres leaders de partis d'opposition ». (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Alexandre De Grauwe-Joignon, 07/05/2015*)

Attaques aux bureaux de provinces du HDP

Les bureaux du HDP à Adana et à Mersin ont été les cibles d'attentats à la bombe lundi 18 juin, faisant six blessés. (*Reuters - 18/05/2015*)

« Le parti affirme ainsi, dans son communiqué de lundi, avoir fait l'objet de 60 attaques depuis le début de la campagne. En avril dernier, deux hommes avaient ouvert le feu contre le siège du HDP à Ankara. Le HDP a accusé lundi "des forces obscures soutenues par le pouvoir politique" d'être à l'origine de ces attaques. Son communiqué de presse pointe du doigt "la responsabilité politique" du président Recep Tayyip Erdoğan, du Premier ministre Ahmet Davutoğlu ainsi que du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) qui "nous prennent pour cible tous les jours dans leurs discours", rapporte le Hürriyet Daily News. Une accusation considérée comme "très probable" hier par Kemal Kılıçdaroğlu, chef du principal parti d'opposition (CHP, Parti républicain du peuple), qui a dénoncé une "provocation". » (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Shadia Darhouche, 19/05/2015*)

Le Premier ministre Ahmet Davutoğlu, le vice-Premier ministre Yalçın Akdoğan et le ministre de la Culture et du Tourisme, Ömer Çelik ont fermement condamnés ces attaques. Il a été annoncé « qu'une unité spéciale avait été formée par la Police, la Gendarmerie et l'Organisation nationale des renseignements (MIT) pour enquêter sur cette affaire. » (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Shadia Darhouche, 19/05/2015*)

Manque de confiance auprès de l'opinion publique

Selon l'enquête intitulée "Dynamique de l'opinion publique à l'approche des élections de juin 2015", menée par les chercheurs Ali Çarkoğlu et S. Erdem Aytaç (avec le soutien du Open Society Institute, Koç University et Ohio State University School of Communication), « de plus en plus de citoyens de Turquie doutent de l'impartialité des élections et estiment que le dépouillement n'est pas digne de confiance. (...) La proportion de citoyens turcs considérant "que les élections ne sont pas équitables" est passée de 28% en 2007 à 43% en 2015. Toujours d'après cette étude, 45% des électeurs estiment que leur vote sera comptabilisé équitablement après la fermeture des urnes, quand 46% ne croient pas en un dépouillement honnête. » (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Marion Truffinet – 08/05/2015*)

3. Union Européenne

La mise à jour de l'accord de l'Union douanière

La Turquie et l'Union européenne ont signé mardi [12 mai] la mise à jour de l'accord d'union douanière à l'occasion du vingtième anniversaire de sa création (...). Le ministre turc de l'Économie, Nihat Zeybekçi, a tenu une conférence de presse aux côtés de la commissaire européenne en charge du commerce, Cecilia Malmström, au siège de la Commission européenne à Bruxelles. (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Shadia Darhouche, 14/05/2015*)

« L'accord d'union douanière conclu en 1995 dans le cadre du processus d'ancrage de la Turquie à l'UE "présente des problèmes systémiques que nous devons résoudre", a déclaré le ministre. » (*Lafranceagricole.fr, 13/05/2015*) « Il a estimé que la Turquie et l'Union européenne entraient dans une nouvelle phase de leurs relations économiques et commerciales, expliquant qu'Ankara pourrait désormais prendre part aux mécanismes de prise de décision. La Turquie devrait aussi être automatiquement intégrée dans tous les accords de libre-échange signés entre l'Union européenne et les pays tiers et tous les obstacles au commerce, tels que les tarifs douaniers qui entravent la libre circulation des marchandises turques sur le marché européen, seront supprimés par l'Union européenne, a énuméré le ministre. L'accord comprendra aussi désormais l'agriculture, les services et les secteurs publics, des secteurs exclus de l'accord en 1995. Pour le ministre turc de l'Économie, "l'autre objectif important est d'être inclus dans le processus du TTIP" – le traité de libre-échange transatlantique en cours de négociation entre les Etats-Unis et l'Union européenne. "La Turquie voudrait être dans la ligne des puissances économiques mondiales", a-t-il déclaré. » (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Shadia Darhouche, 14/05/2015*)

« La commissaire a exclu que la Turquie soit partie prenante des négociations en cours avec les Américains, dont elle a toutefois indiqué qu'Ankara était tenu au courant "de chaque étape". Mais "quand l'accord sera conclu, la Turquie peut y être rattachée", a-t-elle affirmé, relevant qu'en tant que partenaire commercial de l'UE, Ankara sera "à l'évidence affectée" par un tel accord de négociation. "Nous devons moderniser notre union douanière, qui est très ancienne", a-t-elle indiqué, précisant que les deux parties allaient lancer des négociations en ce sens, à l'issue d'un an de discussions techniques. "Cette initiative va doper les relations commerciales UE-Turquie", a-t-elle relevé. Le projet est d'étendre l'accord, portant pour l'essentiel sur les échanges de produits agricoles et industriels, aux marchés publics, services et investissements, a précisé la commissaire. » (*Lafranceagricole.fr*, 13/05/2015)

« "Plus de produits agricoles" devraient aussi être inclus, selon le ministre turc. Candidate à l'UE depuis 2005, "la Turquie n'a pas renoncé à en devenir membre à part entière, et à la fin de ce processus (de révision) elle sera plus proche", a estimé M. Zeybekci. » (*Lafranceagricole.fr*, 13/05/2015)

« Selon les données de la Commission européenne, les exportations de la Turquie vers l'Union européenne représentaient 68,5 milliards de dollars en 2014, et les importations s'élevaient quant à elles à 88,7 milliards de dollars. » (*Lepetitjournal.com/Istanbul*, Shadia Darhouche, 14/05/2015)

« Réfugiés – Erdoğan invite l'Union européenne à faire son "devoir" »

« A l'occasion d'une visite officielle en Albanie mercredi 13 mai, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a appelé l'Europe à "accomplir son devoir" vis-à-vis des dizaines de milliers de migrants qui tentent chaque année de rejoindre ses côtes, rapporte le journal Daily Sabah. (...)

Située aux frontières de plusieurs zones de conflit, la Turquie accueille aujourd'hui près de 2 millions de Syriens – un nombre qui pourrait atteindre les 2,5 millions en 2015, selon l'ONU. Rappelant que son pays avait dépensé à ce jour 5,6 millions de dollars pour prendre en charge 1,7 million de Syriens et 300.000 Irakiens, Recep Tayyip Erdoğan a estimé que les pays développés devraient apporter des solutions à cette crise, précise Daily Sabah.

Cette déclaration intervient à un moment où le sujet fait l'objet de discussions au sein de l'Union européenne. La Commission européenne a publié cette semaine son nouvel "Agenda européen sur la migration", explique le journal Le Monde. Ce texte propose notamment la mise en place de mesures d'urgence et d'actions sur le long terme visant à rétablir un meilleur partage des flux de migrants entre les pays membres. Parmi les mesures proposées figurent l'instauration de systèmes de quotas par pays et la réinstallation des personnes ayant fui vers un pays tiers. Le texte évoque aussi la possibilité d'envoyer des délégations européennes auprès de certains pays (Egypte, Maghreb, Turquie, etc.) pour "réduire les incitations à la migration illégale", précise Le Monde. » (*Lepetitjournal.com/Istanbul*, Marion Truffinet, 15/05/2015)

4. International

Turquie – Egypte

Erdoğan critique la condamnation à mort de l'ex-président Morsi

Le président de la République turque Recep Tayyip Erdoğan a dénoncé vivement la condamnation à mort par un tribunal égyptien le 16 mai de l'ex-président islamiste, Mohamed Morsi, estimant que le pays était revenu à l'« Egypte antique ». Par ailleurs, des manifestations dénonçant la condamnation à mort de Morsi ont donné lieu à des affrontements entre la police turque et des manifestants islamistes le 23 mai à Diyarbakır.

« La Turquie s'était insurgée contre [la destitution de Mohamed Morsi] par l'armée, une opération soutenue par l'Arabie saoudite. Les relations diplomatiques entre l'Egypte et la Turquie s'étaient sévèrement dégradées. » (*Le Monde, AFP, 23/05/2015*)

Turquie – France

Consulat de Turquie à Strasbourg

« La pose de la première pierre du consulat de Turquie à Strasbourg s'est déroulée [le 17 mai], en présence du ministre turc des Affaires étrangères [Mevlüt Çavuşoğlu]. Le bâtiment de 9.000 mètres carrés abritera les services du consulat, la résidence du consul général et les services de l'ambassade de Turquie auprès du Conseil de l'Europe. » (*Les Echos, 19/05/2015*)

Turquie – Luxembourg

La Turquie rappelle son ambassadeur au Luxembourg

La Turquie a annoncé [le 7 mai] avoir rappelé son ambassadeur au Luxembourg après une résolution adoptée par le Parlement de ce pays reconnaissant le génocide arménien de 1915 sous l'empire ottoman, une démarche qui suit le rappel des ambassadeurs au Vatican et en Autriche. "L'ambassadeur de Turquie Levent Sahinkaya a été rappelé à Ankara pour des consultations", a indiqué un communiqué du ministère turc des Affaires étrangères, qui précise que le chef de la mission luxembourgeoise a été convoqué par ailleurs au ministère. Dénonçant "une erreur" de la chambre des députés du Luxembourg, le texte estime que "les Parlements ne peuvent agir comme des tribunaux internationaux pour rendre des jugements" sur des faits historiques. » (*LeFigaro.fr, AFP, 07/05/2015*)

Turquie – Chypre Nord

La visite président de la République turque de Chypre du Nord en Turquie

« Mustafa Akıncı, le nouveau et quatrième président de la République turque de Chypre du Nord qui a prêté serment le 30 avril dernier, [a effectué] sa première visite officielle [à Ankara le 6 mai] (...). Pour ce déplacement d'une journée, il [a été] accompagné par Özdil Nami, son ministre des Affaires étrangères qui quittera bientôt ses fonctions pour aller jouer un rôle majeur dans la reprise des négociations avec la partie grecque. Pour Ankara, cette visite est synonyme de soulagement après quelques tensions initiales qui avaient émergé suite à des déclarations peu appréciées du nouveau président. S'exprimant à la faveur d'une interview en direct consacrée aux relations entre la Turquie et la République de Chypre du Nord, M. Akıncı avait expliqué que les deux États devaient se comporter comme des frères et non pas comme "une mère patrie et son enfant" ». (*Aujourd'huiLaTurquie.com, 04/05/2015*)

5. Turquie

Un journaliste américain privé de la citoyenneté d'honneur turque

Le journaliste américain Stephen Kinzer « a annoncé, mercredi 27 mai, avoir été privé de la citoyenneté d'honneur turque, qu'il devait recevoir la veille, à l'issue d'une cérémonie dans le sud du pays. Une sanction prononcée en raison d'un article jugé trop critique à l'endroit du président turc islamo-conservateur, Recep Tayyip Erdogan.

Stephen Kinzer a expliqué dans le quotidien américain Boston Globe qu'il devait être honoré par les autorités turques en récompense d'un reportage qu'il avait écrit en 2000 pour le New York Times et qui avait alors permis de sauver des mosaïques datant de l'époque romaine à Gaziantep, dans le sud de la Turquie.

Mais lorsqu'il est arrivé mardi [26 mai] dans cette ville qu'il "aime", ses hôtes, "très embarrassés", l'ont informé que la cérémonie avait été annulée "sur ordre personnel d'Erdogan", a raconté le journaliste. Selon eux, la présidence a considéré que le journaliste était un "ennemi [du] gouvernement et [du] pays" pour avoir dénoncé dans un papier publié en début d'année la "folie politique" de son dirigeant.

"Un temps considéré comme un réformateur avisé, [Erdogan] vit désormais dans un palais de mille pièces", écrivait le journaliste en référence à la luxueuse demeure officielle du président." Il y a un problème politique, mais je me sens très proche de cette ville et, déjà, citoyen turc", a-t-il ajouté en réaction à l'annulation de la cérémonie.

Premier ministre de 2003 à 2014, chef de l'Etat depuis, Recep Tayyip Erdogan est régulièrement accusé par ses détracteurs turcs comme à l'étranger de dérive autoritaire et islamiste. Lundi, le président s'en est publiquement pris au New York Times, l'accusant "d'ingérence" dans les affaires turques pour lui avoir reproché dans un éditorial ses "intimidations" de la presse indépendante en Turquie. » (*Le Monde.fr, AFP, 27/05/2015*)

Ouverture de l'aéroport à Yüksekova

Le président de la république Recep Tayyip Erdoğan et le premier ministre turc Ahmet Davutoğlu ont inauguré le nouvel aéroport dans la ville de Yüksekova (province de Hakkari), dans une atmosphère tendue.

Avant l'inauguration, « une cinquantaine de manifestants cagoulés ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur la police anti-émeutes qui a riposté avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau, a indiqué le journal en ligne Radikal. » La veille, « l'armée turque [avait] annoncé avoir essuyé près d'une garnison de Yüksekova des tirs de mortiers des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). » (*LeFigaro.fr, AFP, 26/05/2015*)

Située à l'intersection des frontières avec l'Irak et l'Iran, le nouvel aérodrome civil est baptisé "Saladin al-Ayyoubi", « l'artisan arabe d'origine kurde de la reconquête de Jérusalem par les musulmans au 12ème siècle. Le projet "vise à renforcer les liens commerciaux avec les Etats voisins", a notamment déclaré devant une foule de plusieurs milliers de personnes le chef de l'Etat. » (*LeFigaro.fr, AFP, 26/05/2015*)

Enquête de grande envergure visant «Etat parallèle»

Le ministre de la Défense Ismet Yılmaz a annoncé le 13 mai qu'une «enquête de grande envergure a été lancée» au sein de l'administration militaire et de l'État-major des armées, visant notamment des officiers. (...) [Plus de 1.000 fonctionnaires] sont soupçonnés d'avoir "des liens" avec "l'État parallèle", expression employée par le gouvernement pour désigner un réseau présumé de bureaucrates et d'officiels infiltrés dans les institutions turques, et notamment au sein de la justice et de la police. (...) Les autorités leur reprochent d'être à l'origine de la vaste affaire de corruption qui avait ébranlé le parti au pouvoir en décembre 2013. Ces soupçons avaient conduit à la mutation de milliers de fonctionnaires et à l'arrestation de plusieurs centaines de personnes, en particulier au sein de la police.» (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Isma Maaz, 15/05/2015*)

Affaire controversée d'une saisie de livraison d'armes à destination de la Syrie

L'affaire concernant la saisie de livraison d'armes à destination de la Syrie l'an dernier est de nouveau à l'ordre du jour.

Le quotidien turc Cumhuriyet a publié, vendredi 29 mai, « des photos et une vidéo qui accréditent l'hypothèse (...) de livraisons d'armes aux rebelles extrémistes syriens début 2014. Le journal d'opposition [a diffusé] dans son édition papier et sur son site des images d'obus de mortier dissimulés sous des médicaments dans des camions, officiellement affrétés par une organisation humanitaire, interceptés en

janvier 2014 par la gendarmerie turque près de la frontière syrienne. (...) Quelques heures après les révélations de Cumhuriyet, un procureur d'Istanbul a annoncé dans un communiqué avoir ouvert une enquête judiciaire pour des faits de "terrorisme" contre le quotidien. Il a également requis l'interdiction de la publication d'images qui, a-t-il dit, "sont contraires à la réalité". Un juge de la plus grande ville de Turquie a accédé à cette demande en ordonnant leur retrait immédiat d'Internet, a rapporté la presse turque. » (*Le Monde.fr, AFP, 29/05/2015*)

« Quatre camions ont été fouillés par la gendarmerie - le premier le 7 novembre 2013 et les trois autres le 19 janvier 2014 - dans la province d'Adana sur ordre du parquet local, qui avait été alerté de la présence d'armes à bord, selon les procureurs qui font maintenant eux-mêmes l'objet de poursuites. Le premier camion a été saisi mais les trois autres ont pu poursuivre leur route grâce à l'intervention des agents des services de renseignement nationaux (MIT), qui ont menacé les gendarmes et se sont physiquement opposés à la fouille. Les trois camions interceptés le 19 janvier, qui appartiennent aux MIT, transportaient du matériel humanitaire, a assuré le président turc Recep Tayyip Erdogan. » (*Reuters, 21/05/2015*)

« Une série de documents avaient alors circulé [en janvier 2014] sur Internet affirmant que les camions saisis étaient en réalité des véhicules de l'Agence de renseignements nationale (MIT) livrant des armes aux rebelles islamistes syriens combattant le président Bachar al-Assad. La Turquie a vivement démenti apporter une quelconque aide aux rebelles islamistes en Syrie, comme le groupe Etat islamique (EI), tout en désirant la chute du régime de Damas. » (*LeFigaro.fr, AFP, 07/05/2015*) « À noter que les autorités avaient annoncé en janvier dernier que tout site internet publiant de documents soit-disant relatifs à des camions des renseignements turcs à destination de la Syrie serait bloqué. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Alexandre De Grauwe-Joignon, 07/05/2015*)

Le jeudi 7 mai, un tribunal turc a publié des mandats d'arrêt à l'encontre de « l'ancien procureur général d'Adana Süleyman Bağrıyanık, ses trois procureurs adjoints Aziz Takçı, Özcan Şişman, Ahmet Karaca, et l'ancien chef de la gendarmerie d'Adana Özkan Çokay. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Alexandre De Grauwe-Joignon, 07/05/2015*) « Les quatre procureurs avaient été mutés puis suspendus après avoir ordonné la fouille de plusieurs camions et bus dans les provinces d'Adana et Hatay, frontalières de la Syrie, en janvier 2014, parce qu'ils les suspectaient de contrebande de "munitions et armes" à destination de la Syrie. » (*LeFigaro.fr, AFP, 07/05/2015*) Ils « avaient diligenté cette inspection, à laquelle s'étaient finalement opposés les services secrets. » (*RFI, Jérôme Bastion, 08/05/2015*) Aujourd'hui, « les quatre procureurs sont accusés de chercher à renverser le gouvernement et de paralyser ses opérations. Ils encourrent la perpétuité s'ils sont reconnus coupables. » (*LeFigaro.fr, AFP 07/05/2015*)

Par ailleurs, « sept soldats ont été inculpés et placés [dimanche 17 mai] en détention provisoire par la justice turque dans [la même affaire] (...) a rapporté l'agence de presse officielle Anatolie. Selon l'agence de presse pro-gouvernementale, dix soldats arrêtés par la police ces derniers jours ont comparu devant un tribunal d'Istanbul dimanche. Après toute une journée d'auditions, trois d'entre eux ont été relâchés et les sept autres écroués. Ils ont été inculpés de participation à une entreprise terroriste, obstruction au travail du gouvernement et espionnage. Selon l'agence Anatolie, les nouveaux placements en détention provisoire de dimanche viennent s'ajouter aux 47 autres déjà prononcés dans cette affaire, dont les plus anciens remontent à juillet 2014. » (*Le Figaro, AFP, 17/05/2015*)

Inculpations suite aux incidents du 1er mai

Vendredi 1er mai, la Fête du travail a été célébrée dans un grand nombre de villes en Turquie. Cependant l'interdiction des célébrations dans la place de Taksim à Istanbul, décrétée zone interdite par le gouvernement, a provoqué, comme les années précédentes, des affrontements entre les manifestants qui ont tenté d'y accéder et les forces de l'ordre.

« Le gouverneur de la ville y avait prohibé le rassemblement syndical, jugeant que le lieu n'était pas adapté. » (*LeMonde.fr, AFP, 05/05/2015*) « Le Premier ministre, Ahmet Davutoglu, a mis en garde les manifestants contre toute violence, dénonçant "ceux qui veulent plonger ce pays dans le chaos". » (*Le Point, AFP, 01/05/2015*) La place ne sera accessible qu'à ceux qui ont des intentions pacifiques et pas à

des "manifestations illégales", a indiqué le gouvernement. "Je souhaite que le 1er-Mai soit célébré dans une ambiance festive et sans provocations", a déclaré le président Recep Tayyip Erdogan dans un communiqué. *(Reuters, 01/05/2015)*

« Réunis à l'appel de plusieurs syndicats et partis politiques d'opposition, des centaines de personnes se sont rassemblées vendredi matin dans le district de Besiktas pour fustiger les mesures d'interdiction du gouvernement. » *(Reuters, 01/05/2015)*

« La police turque a arrêté 336 manifestants à Istanbul, après des incidents avec les forces de l'ordre. Vingt-quatre d'entre eux ont été inculpés [par une cour d'Istanbul mardi 5 mai] et, pour la plupart, écroués pour "appartenance à une organisation terroriste". Les autres ont été relâchés. » *(Les Echos, Laurance Nkaoua, 06/05/2015)*

« Décès de l'ex-président turc, Kenan Evren, à l'origine du coup d'Etat de 1980 »

« Instigateur du coup d'Etat militaire de 1980 en Turquie, le général Kenan Evren est décédé, samedi 9 mai, à l'hôpital militaire de Gülhane à Ankara, à l'âge de 97 ans. Le général putschiste était devenu en 1982 le septième président de la République turque, menant le pays de main de fer jusqu'en 1989. Il [a été] inhumé mardi 12 mai au cimetière d'Etat d'Ankara. » *(Le Monde, 11/05/2015)*

« Après les coups de force de 1960 puis 1971, et avant celui de 1997, le putsch de Kenan Evren fut de loin le plus sanglant: des centaines de milliers de personnes arrêtées, environ 250000 inculpées, 50 détenus exécutés, des dizaines d'autres morts en prison sous la torture et des dizaines de milliers de Turcs exilés. (...) Dans la foulée du coup d'État, il fait voter une Constitution autoritaire, qui reste encore en vigueur en dépit de nombreux amendements. (...) Après une réforme constitutionnelle en 2010, Kenan Evren perd son immunité et devient en avril 2012, avec l'ex-chef d'état major de l'armée de l'air Tahsin Sahinkaya, le premier putschiste jugé pour "crimes contre l'Etat". » *(Libération, AFP, 09/05/2015)*

Le rapport concernant les décès sur le lieu de travail en Turquie

« Depuis le début de l'année 2015, 351 personnes ont trouvé la mort dans l'exercice de leur métier, selon un rapport publié par le groupe Assemblée de la santé et de la sécurité au travail, rapporte le quotidien Hürriyet Daily News. Accidents de la circulation, chutes et intoxications font partie des causes d'accidents les plus répandues. L'étude met en exergue la double responsabilité des entreprises et de l'État, qui ont fait preuve de négligence dans l'application des mesures de protection du personnel. "Alors que les employeurs omettent de sécuriser les lieux de travail, sous prétexte que les précautions nécessaires feraient augmenter les coûts [du travail, ndlr], l'État ne remplit pas ses devoirs qui consistent à inspecter les établissements concernés" souligne le rapport. Ce dernier pointe également les nombreuses lacunes des organisations syndicales, qui ne "durcissent pas leurs luttes pour améliorer la sécurité au travail." (...) Dans son enquête, l'assemblée a aussi dressé la liste des milieux où les risques professionnels sont les plus élevés. Ainsi, plus de 65% des ouvriers décédés travaillaient dans les milieux de l'agriculture, de la construction ou du transport : 41, 35 et 17 personnes ont respectivement trouvé la mort dans ces domaines. » *(Lepetitjournal.com/Istanbul, Isma Maaz, 15/05/2015)*

6. Economie

« La livre turque stable après le statu quo monétaire »

« La monnaie turque est demeurée stable à 2,58 livres pour un dollar après que sa banque centrale ait opté pour le statu quo monétaire pour le 3e mois d'affilée. L'inflation, qui a ralenti en avril (8 %), reste toutefois encore supérieure à l'objectif de 5 % de l'institut d'émission. Depuis le début de l'année, la devise turque a perdu 9,5 % par rapport au billet vert. » *(Les Echos, 21/05/2015)*

« La Berd en discussions pour racheter 10% de la Bourse turque »

« La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) a dit vendredi [29 mai] être en discussions avec Borsa Istanbul en vue d'acquérir 10% de capital de l'entreprise de marché turque dans la perspective de son introduction en Bourse en 2016.

"Borsa Istanbul est au coeur des ambitions de la Turquie de devenir un centre financier pour l'ensemble de la région", a dit Philip Bennett, premier vice-président de la Berd, à des journalistes. "En tant qu'actionnaire de Borsa Istanbul, nous soutiendrons ses efforts pour devenir une Bourse au premier rang en termes de nombre d'entreprises cotées et de capitalisation", a-t-il ajouté.

La place d'Istanbul envisage de s'introduire en Bourse dans le courant du deuxième trimestre 2016.

"D'autres partenariats stratégiques pourraient être noués à court terme pour autant qu'ils n'empêchent pas la mise sur le marché. Nous ne nous engagerons dans aucun accord qui pourrait nuire au processus de mise sur le marché", a déclaré le président de la Bourse d'Istanbul Tuncay Dinc, lors d'une conférence de presse conjointe. » (*Les Echos, Reuters, 29/05/2015*)

Les autorités turques ont pris le contrôle de Bank Asya

« L'Autorité de régulation et de supervision bancaires (BDDK) a annoncé [vendredi 29 mai] avoir confié le contrôle de la banque islamique [Bank Asya] au Fonds d'assurance et de garantie des dépôts (TMSF), un organisme public. (...)

Le BDDK a justifié sa décision en expliquant que "les problèmes causés aux activités de la banque par sa structure financière, ses partenariats et la composition de son conseil d'administration constituaient un danger (...) pour la confiance et la stabilité du système financier (turc)".

Le gouvernement turc avait engagé l'offensive contre Bank Asya en février dernier en prenant le contrôle de son conseil d'administration, lui aussi confié au TMSF, citant alors un "manque de transparence" de sa gestion. La direction de l'établissement avait alors dénoncé une décision "illégal" et l'opposition les motivations "politiques" du régime.

Fondée en 1996, Bank Asya est réputée proche du mouvement de Fethullah Gülen, un imam turc qui vit aux Etats-Unis et dirige un vaste et influent réseau d'écoles, d'organisations caritatives et d'entreprises en Turquie et dans le monde. (...)

Bank Asya emploie 5 000 salariés en Turquie, y dispose de 300 agences et d'environ 4,5 millions de clients.» (*Le Monde.fr, AFP, 30/05/2015*)

L'industrie automobile turque touchée par des grèves

L'industrie automobile turque a été touchée par l'arrêt de la production suite au conflit social qui porte sur les salaires.

Plusieurs salariés de l'usine Renault de Bursa (nord-ouest de la Turquie), « le plus important site de production automobile turc, a cessé le travail le 14 mai dernier pour obtenir des augmentations de salaires équivalentes à celles récemment obtenues par leurs collègues turcs de l'équipementier Bosch. » (*Le Point, 27/05/2015*)

Le mouvement s'est ensuite étendu aux usines de Tofaş à Bursa et de Ford Otosan à Kocaeli, réciproquement des constructeurs italien Fiat et américain Ford, tous deux en coentreprise avec le groupe turc Koç Holding. (*Le Point, 27/05/2015*) (*Les Echos, 21/05/2015*) « La contestation a aussi gagné un gros

équipementier de Bursa, Coskunöz, ainsi que le fabricant Mako, qui produit lui aussi des équipements pour l'automobile. » (AFP, 20/05/2015) « La grève a également perturbé la production d'autres sous-traitants, à l'instar de Valeo et Delphi. » (Lepetitjournal.com/Istanbul, Isma Maaz, 19/05/2015)

« Renault pourrait reconsidérer son investissement en Turquie, (...) a déclaré jeudi [21 mai] Jean-Christophe Kugler, responsable de la région Eurasie chez le constructeur automobile français. (...) Kugler a dit à la presse que la Turquie était un marché de grand potentiel sur lequel Renault avait parié sur le long terme et que le conflit était une menace non seulement pour la Turquie, pays qui produit beaucoup de pièces détachées pour l'automobile, mais aussi pour le secteur dans son ensemble. Le ministre de l'Industrie Fikri Isik a dit qu'il voulait une reprise immédiate de la production, ajoutant que les revendications des salariés pouvaient être examinées tout en poursuivant la production. S'exprimant devant la presse lors d'un salon de l'automobile à Istanbul, Isik a dit que le conflit affectait les exportations turques mais que les pertes de production enregistrées jusqu'à présent pouvaient être récupérées. » (Challenges, Reuters, 21/05/2015)

La direction d'Oyak-Renault, une coentreprise fondée par le constructeur français avec un fonds de pension de l'armée turque, a annoncé que la grève a cessé le 27 mai. « Selon l'employeur, les salariés ont accepté de reprendre le travail en échange d'une prime immédiate de 1 000 livres turques (350 euros), l'équivalent d'un mois de salaire, et la promesse d'une prochaine réévaluation de leurs rémunérations et du versement d'un bonus annuel fondé sur les performances de production du site. » (Le Point, 27/05/2015)
« Spécialisée dans la carrosserie et l'assemblage de voitures telles que la Clio et la Fluence, l'usine Renault de Bursa est l'une des plus importantes de Turquie et affiche une capacité de production de 360 000 véhicules par an. » (Le Point, 27/05/2015)

Lactelis acquiert Ak Gıda

« Le groupe français [Lactelis], notamment connu pour le camembert Président et le lait Lactel, vient de faire l'acquisition de 80 % du leader laitier [turc] AK Gıda, pour un montant de plus de 700 millions d'euros. L'opération concerne les trois usines d'AK Gıda. » (Les Echos, Marie-Josée Cougard, 11/05/2015)

« Avec cette acquisition, l'industriel français, qui revendique un chiffre d'affaires de 16,4 milliards d'euros en 2014, continue à pousser les feux à l'international. » (Le Monde, Laurence Girard, 07/05/2015)

« AK Gıda, qui réalise un chiffre d'affaires de 700 millions d'euros, produit du lait, des yaourts, de l'ayran, une spécialité laitière turque à boire, et toute une gamme de fromages de vache, de chèvre et de brebis qu'il exporte en partie, même si l'essentiel de son activité est concentrée en Turquie. Ses marques les plus connues dans la région sont İçim et Ulker. » (Les Echos, Marie-Josée Cougard, 11/05/2015)

« Le propriétaire de AK Gıda, le groupe turc Yıldız Holding, avait évoqué une possible mise en bourse de sa filiale laitière, sans toutefois fermer la porte à une éventuelle cession. La plus importante société agroalimentaire turque souhaitait se désendetter après l'acquisition fin 2014 du groupe britannique United Biscuit pour plus de 3 milliards de dollars. En s'emparant de marques de biscuits, comme la française BN ou la belge Delacre, Yıldız, déjà propriétaire des chocolats belges Godiva, a prouvé son intention de devenir un géant du biscuit et de la confiserie, prêt à grignoter des parts de marché à l'américain Mondelez. » (Le Monde, Laurence Girard, 07/05/2015)

Delivery Hero a racheté Yemeksepeti

« La société allemande Delivery Hero a racheté l'entreprise turque Yemeksepeti, qui propose comme elle de commander des repas livrés à domicile, pour un montant de 589 millions de dollars (529 millions d'euros), a annoncé mardi [5 mai] la compagnie turque. "Cet investissement (...) prouve que Yemeksepeti est un géant sur internet dans les normes internationales", a indiqué le PDG de la société de vente en ligne de produits alimentaires, Nevzat Aydin (...). Yemeksepeti, pionnière de ce secteur en Turquie, existe depuis près de 15 ans et revendique 3 millions de commandes par mois. Cette acquisition permet à Delivery Hero d'ajouter la Turquie, où elle n'était pas encore présente, à la liste d'une trentaine de pays

qu'il couvrait déjà, parmi lesquels l'Allemagne, la Suède, la Colombie, l'Australie, la Chine et le Royaume-Uni. » (*Lefigaro.fr, AFP, 05/05/2015*)

« Yemeksepeti [(le panier-repas)] est une société d'e-commerce, qui offre la possibilité de passer une commande de nourriture, via son site web, à partir d'un réseau de restaurants affiliés sans que l'utilisateur, autrement dit, le client passant sa commande, ne paye de charges ou frais supplémentaires. Aujourd'hui, la société opère dans 57 villes en Turquie et à Chypre, avec 9000 restaurants membres, et près de 2,9 millions utilisateurs. Parmi son vaste réseau de restaurants partenaires figurent aussi bien de grandes chaînes mondiales -telles que Domino's Pizza, Subway, MacDonald ou encore Burger King, que des enseignes typiquement turques (Bambi Café, Küçük Ev) ou encore des établissements familiaux ou snacks de quartiers.

Omniprésent en Turquie, Yemeksepeti a aussi commencé à investir certains marchés du Moyen-Orient tels que le Liban, la Jordanie, le Qatar ou encore l'Arabie saoudite. Le groupe a eu recours au nom de domaine www.foodonclick.com lors de son élargissement dans la région du CCG (Conseil Coopératif du Golfe), notamment aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, au Sultanat d'Oman, et au Qatar. La compagnie a également intégré le marché grec en 2013, en investissant dans la société hellène Click Delivery. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Sara Ben Lahbib, 05/06/2015*)

Phelippeau ouvre sa première franchise à l'international, à Kusadasi

« Le groupe familial Phelippeau, basé à La Baule et propriétaire de trois établissements sur l'Atlantique, ouvrira prochainement sa première franchise à l'international, à Kusadasi, en Turquie. Cet établissement de 400 chambres, porté par un acteur local, est la deuxième thalasso en franchise pour le groupe après celle des Sables d'Olonne, en Vendée, en partenariat avec la société Dubreuil, sous la marque Relais Thalasso. "Nous avons créé le concept de A à Z, mais en l'adaptant aux exigences locales", explique Jean-Pascal Phelippeau, le PDG. (...) La montée en puissance du château des Tourelles a porté la croissance du groupe, passé d'un chiffre d'affaires de 14 millions d'euros en 2013 à 22 millions cette année, avec 300 salariés en équivalent temps plein. Pour son développement en franchise, le groupe est en discussion avec d'autres acteurs en Indonésie, au Japon, aux Etats-Unis. » (*Les Echos, Emmanuel Guimard, 11/05/2015*)

La Turquie se développe dans le tourisme de santé

« Selon une étude de l'Association des agences de voyages turques (TÜRSAB), « la Turquie est devenue l'une des destinations les plus prisées du tourisme de santé pour les traitements esthétiques ainsi que les opérations médicales, avec près de 500.000 patients en 2014 contre seulement 75.000 en 2012. (...) Les revenus générés par le tourisme dit "médical" ou "de santé" ont atteint 2,5 milliards de dollars en 2013. Selon Hacı Ömer Tontuş, président de la Direction générale pour l'amélioration de la santé, "une infrastructure médicale avancée, des prix abordables et l'accessibilité des transports sont les trois principaux critères pour le tourisme médical. (...)

Le médecin-chef de l'Université Bezmialem Vakıf d'Istanbul (UVC), le docteur Adem Akçakaya [a indiqué que] par rapport à 2013 (...) le nombre de patients [ont augmenté] de 43% en 2014; le chiffre d'affaires de la clinique a également augmenté d'environ 50 ou 60%. » Le pays est notamment apprécié pour les implants capillaires, les traitements contre le cancer, les traitements pour les maladies oculaires et autres opérations nécessitant des techniques chirurgicales de pointe. (*Lepetitjournal.com/Istanbul, Shadia Darhouche, 15/05/2015*)

7. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (mai 2015)

Aujourd'huiLaTurquie

Alexandre De Grauwe-Joignon
Sara Ben Lahbib

Challenges

Euronews

Sandrine Delorme

FranceTV Info

Lafranceagricole.fr

La Tribune

Romarc Godin

Les Echos

Marie-Josée Cougard
Emmanuel Guimard
Laurance Nkaoua

Le Figaro

Samuel Forey

Le Monde

Laurence Girard
Marie Jégo

Le Point

Lepetitjournal.com/Istanbul

Anne Andlauer
Shadia Darhouche
Isma Maaz
Marion Truffinet

Libération

Catherine Calvet
Marc Semo

RFI

Jérôme Bastion

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org